

Objektyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **7 (1915)**

Heft 2

PDF erstellt am: **25.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE SYNDICALE

SUISSE

Organe de l'Union suisse des Fédérations syndicales

Abonnement: 3 fr. par an
Pour l'Etranger: Port en sus

Rédaction: Secrétariat de l'Union suisse des Fédérations syndicales, Kapellenstrasse 6, Berne
Téléphone 1808 o o o o o o o o o o Compte de chèques postaux N° III 1366

Expédition et administration: o
Imprim. de l'Union, Berne

SOMMAIRE:

	Page
1. La guerre, le militarisme et la neutralité des syndicats	9
2. La science du Dr Laur	10
3. A propos de l'Union syndicale internationale	12
4. Un manifeste de la Fédération française des ouvriers des métaux	14

	Page
5. La Marque Syndicale en Amérique	17
6. Mouvement syndical international	19
7. Unité européenne	19
8. Faits divers	20

La guerre, le militarisme et la neutralité des syndicats.

Maintenant que l'Italie, elle aussi, participe à la guerre, le nombre total des hommes mobilisés pour la défense de leur patrie et pour faire le plus de mal possible à la patrie des autres doit dépasser 18 millions.

Où restent les voix qui criaient à la débâcle parce qu'une méchante grève faisait perdre quelques cent mille francs à des capitalistes trop avares pour accorder une modeste augmentation de salaire ou une réduction du nombre des heures de travail?

Où sont les grands économistes qui, chaque fois qu'un conflit sérieux entre patrons et ouvriers éclatait, réclamaient l'intervention du gouvernement pour éviter les grands dommages qu'une grève devait — selon leur calculs — causer à la vie sociale?

Ce que les statistiques sur les effets désastreux de la guerre nous apprennent, dépasse de cent mille fois, en extension et en intensité, les souffrances causées par les grèves les plus étendues que l'histoire du mouvement ouvrier connaît.

Voici quelques chiffres qui peuvent nous édifier à ce sujet.

D'après l'*Economiste Européen*, qui se base sur des chiffres officiels, les frais de guerre de tous les Etats engagés se montent à 87 milliards pour la période du 1^{er} août 1914 à la fin du mois de mai 1915. La France seule y participe pour plus de 25 milliards. L'Allemagne et l'Autriche ne sont guère moins chargées et la Russie doit également y participer pour sa bonne part. L'*Indépendance Roumaine* du 12 mai écoulé indique le chiffre des emprunts contractés à l'étranger par les Etats européens, depuis le début de la guerre, à 6724 millions de dollars, soit 33½ milliards de francs. L'Angleterre participe à ce chiffre

avec plus de 11 milliards, l'Allemagne avec 7 milliards 365 millions, la Russie avec 5 milliards, la France avec 3½ milliards, l'Autriche-Hongrie avec 3½ milliards et ainsi de suite.

Ces chiffres sont encore très incomplets et ils n'indiquent que les frais de guerre, c'est-à-dire les frais occasionnés pour l'entretien des armées, par les secours distribués aux familles des hommes mobilisés et pour l'acquisition de matériel de guerre. Néanmoins ce sont plus de 7 milliards par mois, plus de 240 millions de dépenses par jour ou 10 millions (chiffre rond) par heure pour une œuvre de destruction et de dévastation générale!

Le quart de cette dépense monstrueuse aurait suffi pour permettre de procéder à une réduction de la journée de travail à huit heures sans diminution du salaire pour tous les ouvriers industriels des pays en cause, et cela même sans rien compter pour l'augmentation relative de la production résultant d'une forte réduction de la journée de travail!

Quelles magnifiques œuvres de réforme sociale aurait-on pu créer avec les autres trois quarts de la somme qu'engloutit la guerre.

Les travailleurs syndiqués, les hommes qui dirigent le mouvement syndical peuvent-ils rester indifférents — sous prétexte de neutralité — vis-à-vis de pareils faits?

Quand on compte si minutieusement les quelques centimes d'augmentation de salaire, et le nombre des heures de travail diminuées grâce aux efforts de nos syndicats, peut-on tenir les yeux fermés en face de semblables chiffres? Nous ne le croyons pas.

Mais, la guerre n'a pas coûté que de l'argent.

Admettons que sur les 12 ou 13 millions d'hommes mobilisés depuis le 1^{er} août de l'année 1914, la moitié seulement soient des travailleurs occupés auparavant à un travail productif. Ce seraient plus de 1570 millions de journées de travail perdues. En estimant la valeur productive